



Obama, l'armée et la menace de la dictature aux Etats-Unis

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 30 décembre 2008

[WSWS](#) 30 décembre 2008

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Militarisation](#)



En choisissant l'amiral Dennis Blair en tant que directeur du renseignement américain, le président désigné Barack Obama a intégré à son cabinet trois officiers à quatre étoiles qui sont à la retraite depuis peu. Cette représentation sans précédent du corps des officiers au sein de la prochaine administration démocrate est une indication de la croissance du pouvoir politique de l'armée américaine qui menace sérieusement les droits démocratiques fondamentaux.



Commandant en chef de l'armée des Etats-Unis dans le Pacifique en 1999-2000, Blair s'est distingué par ses tentatives de rapprochement entre le Pentagone et l'armée de l'Indonésie au moment où cette dernière procédait à une véritable boucherie au Timor-Oriental. Cela a eu pour effet de contrecarrer complètement les inquiétudes tièdes qu'avait exprimées l'administration Clinton quant aux droits humains dans cette région du monde.

Avant de faire appel à Blair, Obama avait nommé l'ancien général de la marine, James Jones, au poste de conseiller à la Sécurité nationale et l'ancien chef d'état-major de l'armée, le général Erik Shinseki, au poste de secrétaire aux Anciens combattants. On rapporte aussi que la prochaine administration pourrait demander au général à la retraite de l'Air Force, Michael Hayden, de demeurer au poste de directeur de la CIA.

Le Washington Post avait décrit samedi dernier cette concentration d'anciens hauts officiers dans l'administration comme une « tendance inhabituelle pour une administration démocrate, une tendance qui a surpris les deux camps politiques ».

Ces nominations ont été précédées par l'annonce que Robert Gates, le secrétaire à la Défense de l'administration Bush, allait demeurer à son poste au Pentagone, où de nombreuses « équipes de transition » sont à l'œuvre pour s'assurer que les guerres d'agression des Etats-Unis se poursuivent et que l'immense pouvoir de l'armée demeure illimité.

Plus tôt ce mois-ci Obama avait explicitement décrit sa soumission au Pentagone en déclarant, « Pour s'assurer la prospérité au pays et la paix à l'étranger, nous croyons tous qu'il faille maintenir l'armée la plus puissante de la planète. » A cette fin, il s'est engagé à augmenter les effectifs des forces terrestres américaines de 100 000 soldats et marines et a clairement fait savoir qu'il n'y aurait pas de coupures importantes au budget militaire. Ce dernier engouffre environ 850 milliards \$ annuellement, dans des conditions d'énormes déficits et de crise financière qui s'intensifie.

Un élément de calcul politique se retrouve sans aucun doute dans la décision d'Obama de s'entourer de l'état-major de l'armée et de s'assurer qu'il soit perçu comme « soutenant nos troupes ». Il y a en effet l'amère expérience de la précédente administration démocrate. Le premier mandat de Bill Clinton était venu près d'être anéanti par sa confrontation avec l'état-major sur sa proposition de retirer l'interdiction d'accès des homosexuels dans l'armée. Clinton fut traité avec mépris par la majorité du corps d'officiers durant le reste de son mandat présidentiel.

Le risque d'une confrontation encore plus acerbe sous Obama est bien réel étant donné les conséquences désastreuses des guerres en Irak et en Afghanistan sur l'armée. On rapporte aussi le développement de l'illusion au sein du corps d'officiers que les échecs des opérations militaires américaines dans ces pays sont le résultat d'une « trahison » de la part des autorités civiles, des médias et de la population américaine elle-même.

Mais un processus encore plus fondamental sous-tend l'expérience Clinton et la prosternation d'Obama devant l'armée aujourd'hui : l'immense développement du pouvoir du « complexe militaro-industriel » contre lequel avait mis en garde le président Dwight Eisenhower près d'un demi-siècle plus tôt. Ce pouvoir a crû sans interruption durant toute la Guerre froide.

Au cours des sept dernières années de la soi-disant « guerre mondiale contre le terrorisme », le développement de ce pouvoir, parallèlement à l'augmentation du financement de l'armée, s'est accéléré, accompagné d'éléments de plus en plus sinistres liés à l'impérialisme américain et à son recours accru au militarisme pour contrer le déclin de sa position économique mondiale.

Les chefs militaires des commandements régionaux du Pentagone (CENTCOM, PACOM,

SOUTHCOM et le nouvel AFRICOM) ont pour la plupart supplanté les ambassadeurs et les officiels civils en tant que représentants des intérêts et du pouvoir américains à travers le monde.

En menant deux guerres en Irak et en Afghanistan, le commandement militaire a maintenant la tâche de diriger des administrations néocoloniales, obtenant ainsi un pouvoir pratiquement illimité sur des populations entières.

Et de plus, avec la création de tribunaux et prisons militaires, comme à Guantanamo, l'armée a usurpé des tâches qui ont été historiquement dévolues aux tribunaux civils fonctionnant sous les règles de la Constitution des Etats-Unis.

Ces changements capitaux ont pris place alors même que l'armée, et surtout son corps d'officiers, est devenue de plus en plus séparée et isolée du monde civil et dominée par la politique républicaine et les croyances de l'évangélisme chrétien. Etant une armée de « professionnels » qui sont « volontaires », elle est davantage isolée des pressions populaires que ne l'étaient les armées de conscrits et de « citoyens soldats » des générations antérieures.

Le Washington Post a publié dimanche un commentaire exceptionnellement direct d'un ancien assistant à la secrétaire d'Etat dans l'administration Bush, Thomas Schweich, sur la domination croissante de l'appareil militaire sur l'Etat américain.

« Notre Constitution est en danger », a écrit Schweich. Il a averti que la nomination d'un nombre sans précédent d'anciens hauts officiers dans le cabinet Obama pourrait venir « compléter le coup d'Etat militaire silencieux qui fait des avancées constantes à l'insu de la majorité des Américain et des médias ». Schweich, ancien diplomate pour la lutte contre le trafic de drogue en Afghanistan qui a œuvré au service des stupéfiants du département d'Etat, a écrit qu'il a « lui-même été témoin de la prise de pouvoir militaire de facto aux dépens du gouvernement américain », qui, en Irak et en Afghanistan, « était, en théorie, justifiée par les exigences de la guerre », a-t-il affirmé.

Il a insisté que ce qui a commencé à l'étranger allait se produire au pays. « Le Pentagone a élaboré des plans pour déployer 20 000 soldats américains à l'intérieur de nos frontières d'ici 2011, officiellement pour aider les responsables régionaux et d'Etat à réagir aux attaques terroristes ou à d'autres catastrophes. » Cette mission, a-t-il indiqué, « pourrait facilement passer de travail de contre-terrorisme d'urgence à du contrôle frontalier, du travail de renseignement ou des opérations policières ».

Un article paru le mois dernier dans un magazine publié par le US Army War College, quelques semaines seulement après l'élection, indique que le Pentagone prépare sa propre « transition », un processus motivé non pas par les vagues promesses de « changement » d'Obama mais par ce que le commandement militaire perçoit comme une crise historique de l'ordre actuel qui pourrait nécessiter l'emploi de la force armée pour étouffer les luttes sociales aux pays.

Intitulé, « [Known Unknowns: Unconventional 'Strategic Shocks' in Defense Strategy Development](#) » (Ce que l'on sait des inconnues: Les "chocs stratégiques" non-conventionnels dans le développement de la stratégie de défense), la monographie a été produite par Nathan Freier, un lieutenant-colonel de l'armée à la retraite depuis peu qui est professeur au US Army War College, la principale institution de formation de l'armée pour

les futurs officiers. Selon le magazine, il « continue de conseiller, en tant qu'expert, les rôles clé des communautés de politiques et d'analyse à la sécurité et à la défense. »

Freier insiste que l'un des principaux imprévus auxquels doit se préparer l'armée des Etats-Unis est un « violent bouleversement stratégique à l'intérieur des Etats-Unis », qui pourrait être provoqué par un « effondrement économique inattendu » ou le « dysfonctionnement de l'ordre politique et légal ».

Il écrit : « Dans la mesure où des événements de ce type impliquent une violence organisée contre les autorités locales, étatiques et nationale, et que ces dernières n'ont pas la capacité de rétablir l'ordre public et de protéger les populations vulnérables, le DD [département de la Défense] serait appelé à combler les lacunes. »

Freier poursuit : « Une violence civile généralisée à l'intérieur des Etats-Unis forcerait l'establishment de la défense à réorienter ses priorités in extremis pour défendre l'ordre fondamental au pays... Un gouvernement américain et un establishment de la défense endormis par une longue période de sécurité au pays seraient forcés de renier certains ou la plupart de leurs engagements de sécurité externes afin de réagir à l'insécurité humaine croissant rapidement au pays. »

Autrement dit, une intensification marquée de l'actuelle crise capitaliste accompagnée d'une éruption de lutte de classe et la menace de révolution sociale aux Etats-Unis pourraient forcer le Pentagone à rappeler ses armées de l'Irak et de l'Afghanistan pour les utiliser contre les travailleurs américains.

Dans de telles conditions, il ajoute : « Le DD pourrait se voir forcé par les circonstances de placer ses importantes ressources à la disposition des autorités civiles pour maintenir et contrer les menaces violentes à la tranquillité domestique. Dans les circonstances les plus extrêmes, cela pourrait signifier l'emploi de la force militaire contre des groupes hostiles à l'intérieur des Etats-Unis. De plus, le DD deviendrait, par nécessité, le centre essentiel pour la continuité de l'autorité politique dans le contexte d'un conflit civil dans plusieurs Etats ou à l'échelle nationale.

Cette formulation étrange : « le centre essentiel pour la continuité de l'autorité politique », est un euphémisme pour dictature militaire.

Il termine cette section de l'article en notant que, « le DD est déjà mis à l'épreuve par les efforts de stabilisation à l'étranger. Imaginez ce qu'impliquerait la même chose mais à beaucoup plus grande échelle au pays ».

Le message est clair. Ayant échoué à étouffer la résistance et rétablir l'ordre en Irak et en Afghanistan, quelles seraient les chances de l'armée de réussir une occupation des Etats-Unis mêmes.

Le fait que ces questions soient posées par les stratèges du Pentagone doit être pris très au sérieux. Ceux qui commandent les forces armées de l'Etat capitaliste américain anticipent que la crise actuelle va créer les conditions pour la révolution et se préparent en conséquence.

Article original en anglais, WSWS, paru le 22 décembre 2008.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Bill Van Auken](#), [WSWS](#), 2008

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca